

LA DICTATURE DE TRANSITION



Tardi : La dictature du prolétariat pour Marx : Google Images

Ce titre pourrait paraître obscur mais synthétise excellemment, comme nous le développerons, l'énonciation de quelques repères programmatiques dans ce qui est convenu d'appeler la « période de transition » tout en soulignant fermement le fait que cette dernière ne peut se réaliser sans la « **dictature du prolétariat pour l'abolition du travail salarié** ». Les enjeux de cette « dictature de transition » sont fondamentaux car ils synthétisent les leçons tirées du passé en donnant des balises politiques pour ne pas, à chaque fois, refaire les mêmes erreurs et orienter la transition dans le sens de son dépassement dans la société communiste.

Le programme de la période de transition constitue ainsi le noyau du programme communiste intégral de demain. Nous avons déjà introduit cette thématique dans un texte de 2020 : « Quelques éléments de réflexion sur la période de transition »¹ mais pensons qu'il nous faut aller plus loin dans la délimitation de jalons politiques pour armer le futur. Nous reprendrons donc la méthode matérialiste justement rappelée par la revue « Bilan », le bulletin théorique mensuel de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste Internationale², qui, en introduction au texte de Mitchell³ sur cette même et fondamentale question de la transition, précisait à bon escient :

«Pour nous, il ne peut être question de construire des schémas-panacées valables une fois pour toutes et qui, mécaniquement, s'adaptent à toutes les situations historiques. Le marxisme est une méthode expérimentale et non un jeu de devinettes et de pronostics. Il plonge ses racines dans une réalité historique essentiellement mouvante et contradictoire : il se nourrit des expériences passées, se trempe et se corrige dans le présent pour s'enrichir au feu des expériences ultérieures. » Bilan, N° 28, février- mars 1936.

Plusieurs écueils théoriques nous semblent devoir être, de prime abord, écartés. Le premier danger, en abordant cette question, est de se baser sur un point de vue constitutionnel, comme si la garantie contre tout risque de contre-révolution résidait dans l'existence d'une « doctrine constitutionnelle » qui, grâce à une ou des formes organisationnelles ayant une valeur morale ou idéologique intrinsèque, serait ainsi immunisée contre tout danger de « retour en arrière ». Il en va ainsi de la croyance en la « démocratie directe », « soviétique » et « ouvrière »

¹A lire dans notre revue Matériaux Critiques N°1 et sur notre site web : <https://materiauxcritiques.wixsite.com/monsites/textes>

²Les sommaires de la revue Bilan (1933-1938) ainsi que la reproduction de ses textes essentiels sont disponibles sur le site web : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article29>

³Jean Melis : <https://maitron.fr/melis-jean-baptiste-albert-leonard-dit-mitchell-nom-de-sa-mere-jehan-labarre/>

comme panacée magique devant servir de garde-fou contre toute dégénérescence, alors que ces organismes d'auto-organisation prolétarienne peuvent eux-mêmes dégénérer en se bureaucratisant s'ils ne s'attaquent pas directement aux rapports capitalistes de production et de distribution. Pour d'autres, complémentairement, ce serait la forme fédéraliste et décentralisée qui permettrait une telle assurance. Il n'en est rien et seul le contenu même de la lutte, son programme dans le sens de la défense permanente des besoins et intérêts historiques de la classe ouvrière, peut servir de boussole pour le futur.

Cela peut paraître lointain, voire « abstrait », et l'immédiatisme activiste préférera toujours des prises de position « concrètes », même erronées, afin d'entretenir l'illusion d'une influence sur la réalité des mouvements en cours. Cela correspond au même mythe campiste qui nous obligerait à devoir, pour pouvoir exister, obligatoirement prendre position dans un camp ou l'autre, et à nécessairement « tremper ses mains dans le cambouis » de la politique bourgeoise. Parfois, dans l'assourdissant brouhaha de l'actualité spectaculaire, il est préférable de prendre distance en replaçant les questions soudaines dans le contexte général de l'analyse du MPC pour aller à la racine de la critique sans se laisser déterminer par les contradictions internes du système que nous combattons. Il en va bien évidemment ainsi pour les conflits inter-impérialistes, où la barbarie des uns n'a d'égal que la sauvagerie de leurs concurrents. Le choix, même relativisé, est toujours celui du capitalisme et de ses guerres.

Il n'y a, dans le monde du capital, pas « de moindre mal » et les arguties campistes, typiques de l'activisme gauchiste ne servent, en dernière instance, que d'ultime rabatteur pour l'une des factions impérialistes en présence. La seule position internationaliste et classiste est celle dite du « troisième camp »⁴. Celui-ci - et surtout son absence effective - correspond encore à la réalité de l'impuissance du mouvement communiste d'aujourd'hui, lourdement déterminée par l'aphasie politique et l'absence de luttes indépendantes, toujours soumises au poids immense de la contre-révolution.⁵

Le second danger réside, à notre sens, dans la négation ou dans la dilution des tâches du parti, dans l'« éducationnalisme » pour en faire soit un « conseiller spirituel », soit un simple appendice du processus d'auto-organisation de la classe. Or le parti agit et vit au travers de ses militants impliqués à tous les niveaux des différents processus d'auto-organisation. Le parti n'est pas une structure de plus qui aurait -ou n'aurait pas- un contenu particulier, mais le processus même dont se dote la classe pour s'organiser et réaliser ses buts historiques puis disparaître. Enfin, il est essentiel de rappeler, face à toutes les falsifications de gauche comme de droite, que le « marxisme de Marx » est principalement **antiétatique**. Marx et Engels ont consacré une large part de leurs confrontations politiques à lutter avec acharnement contre le « socialisme d'État » d'un Lassalle ou d'autres, en insistant sur le nécessaire dispositif révolutionnaire du dépérissement de l'État.

« Car cette division poussée à l'extrême, cette bassesse, cet esclavage de la société civile constituent

⁴Sur cette question voir : Pierre Lanneret, « Les internationalistes du « troisième camp » en France pendant la seconde guerre mondiale, Acratie, La Bussière, 1995.

⁵Sur l'importance de la contre-révolution, nous avons écrit : « Qu'est-ce que la contre-révolution », dans notre revue Matériaux Critiques N°11 et sur notre site web : <https://materiauxcritiques.wixsite.com/monsite/textes>

*le fondement sur lequel repose l'Etat moderne, de même que la société civile de l'esclavage constituait le fondement naturel sur lequel reposait l'Etat antique. **L'existence de l'État et l'existence de l'esclavage sont inséparables.** » Marx, Glosses critiques marginales à l'article : « Le Roi de Prusse et la réforme sociale », 1844, in Karl Marx, Textes (1842-1847), p.80, Spartacus, 1970.*

La dictature révolutionnaire de transition est un acte politique pour détruire la politique. De la même manière, cette dictature se constitue en État (plus précisément en semi-État), afin d'organiser le dépassement des classes, de leurs luttes, et donc son propre dépassement en tant qu'État, et ce en permettant « *le renversement du pouvoir existant et la dissolution des anciens rapports.* » (...) *Il a besoin de cet acte politique dans la mesure où il a besoin de destruction et de dissolution. Mais là où commence son activité organisatrice, et où émerge son but propre, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique.* » Idem p.89-90.

C'est en cela que le processus révolutionnaire est dynamique et contradictoire. Il concentre la force révolutionnaire mais peut aussi s'interrompre, se retourner en son contraire, se bureaucratiser, et alors créer un monstre inversé, même si encore affublé d'oripeaux révolutionnaires. C'est bien évidemment le cas du stalinisme. En ce sens, l'idée exprimée par la célèbre phrase de Saint-Just lors de la « Convention » pendant la Révolution française, et reprise en mai 1968, conserve toute sa pertinence : « *Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau* », Rapport du 26 février 1794.

Quelques commentaires de rappel

Comme nous l'indiquions dans notre première contribution sur cette question, « *Marx appelle « Période de Transition » celle qui commence lors de la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat organisé et qui va jusqu'à la « phase supérieure », le communisme. Elle ne saurait être autre que : « la dictature révolutionnaire du prolétariat ». (Marx). Cette phase de transition est à l'exact opposé de l'anarchie de la production capitaliste. Son point de départ est l'abolition de la propriété privée des moyens de production par le prolétariat. Elle est pensée par Marx comme une organisation collective, rationnelle et humaine du travail et des rapports sociaux.* » « Quelques éléments de réflexion sur la période de transition », Matériaux Critiques, N°1, 2020.

La durée de la période de transition dépend principalement de sa capacité à se généraliser au monde entier, non seulement géographiquement mais en transformant, dans la pratique ouvrière, les rapports sociaux de production et donc aussi la vie quotidienne de l'ensemble des classes exploitées. Cette période est fondamentalement contradictoire et dépend du rapport de forces international entre la révolution communiste et la contre-révolution sous toutes ses formes.

« Le marxisme révolutionnaire a établi avec précision que (dans le domaine de la politique) le passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat - passage compris comme processus historique déterminé - trouve son expression dans l'effondrement de l'ancienne machine d'État qui se désintègre en ses éléments composants. L'État, en fait, n'est pas un objet qui passe de mains en mains, d'une classe à l'autre, et dont on puisse hériter selon les lois solennelles du droit familial bourgeois. La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat signifie la destruction du système étatique bourgeois et la création d'un nouveau système d'État dans lequel les éléments de l'ancien système tombé en ruine sont en partie détruits et entrent en partie dans de nouvelles combinaisons,

dans un nouveau type de relations ». N. Boukharine, *Economie de la période de transition*, p.85, EDI, Paris, 1976.

C'est pourquoi, alors que notre programme historique est antiétatique, il nous faudra utiliser, comme déjà affirmé, la force concentrée et dictatoriale, d'un « semi-État » pour imposer les mesures et pratiques allant dans le sens de son abolition. De plus, il nous faut pour défendre en même temps la révolution des inévitables attaques que la classe capitaliste vaincue va tenter de lui asséner, aidée pour cela par les puissances capitalistes où la révolution sociale n'a pas encore eu lieu ou ne s'est pas encore imposée totalement. Il s'agit d'un processus, d'un passage, qui drainera nécessairement avec lui des débris et des stigmates du mode de production précédent, si pas aussi des reliquats des rapports sociaux antérieurs.

En même temps, il s'agira de leur dissolution/dépassement dans une réalité qualitativement supérieure qui parachèvera l'action volontaire du prolétariat pour son auto-négation. La dictature transitoire est le nœud gordien de la stratégie et de la tactique prolétarienne car c'est de cette période que dépendra l'avenir de l'humanité. Cette réalité contradictoire se manifestera dans l'ensemble de la société mais sera concentrée au sein du semi-État à la fois élément central indispensable pour imposer les transformations révolutionnaires radicales mais aussi importantes force de résistance à celles-ci favorisant le maintien d'un statu quo, qui pourrait même être le vecteur de tendances contre-révolutionnaires et réactionnaires.

« La nécessité de « tolérer » l'Etat pendant la phase transitoire s'échelonnant entre le capitalisme et le communisme, résulte du caractère spécifique de cette période définie par Marx dans sa « Critique de Gotha » : « nous avons affaire à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire, de sortir de la société capitaliste; par conséquent une société qui, sous tous les rapports : économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle sort. » Bilan n°31, Mai-Juin 1936.

Cette réalité contradictoire propre à la période de transition va se retrouver dans la notion - ambiguë et historiquement porteuse de multiples déviations - d'« État ouvrier ». Ce concept est en lui-même un contre-sens car, outre qu'il fige un moment de la dictature transitoire, il induit une nature différente et spécifique de la fonction étatique, à savoir la reproduction de la société et de ses rapports de production dominants. La dynamique de la transition se trouve ainsi interrompue au profit du maintien d'un processus sociétal non abouti et figé dans un de ses moments.

Le but communiste d'une société sans classes et donc sans État se voit alors gelé dans une phase intermédiaire qui va nécessairement tenter de se maintenir en l'état (et en État !) voire de rétrograder (sous prétexte de « gagner du temps ») dans le processus d'abolition/destruction des rapports de production capitalistes. Ce type de situation, qui implique l'accentuation de la lutte de classe, peut alors se cristalliser dans une reconstitution hybride, supposée momentanée, mais génératrice de conversions avec une réapparition possible des fondements et stigmates capitalistes non encore totalement démantelés.

« La période de transition (Marx l'appelait phase inférieure du communisme), qu'on l'imagine courte ou longue, doit témoigner de sa propre nature, cela va de soi, par une progression continue vers la

disparition des classes, clef d'une liberté individuelle et collective inaccessible sous le système du salariat, même libéral. » G. Munis, Parti- Etat, Stalinisme révolution, p.9, Spartacus, Paris, 1975.

La permanence et la généralisation de la révolution ne doivent donc pas se limiter, comme trop souvent énoncé, à la seule dimension internationale, mais englober la totalité des aspects de la société et de la vie. Cette transformation se doit de briser tous les aspects et conséquences les plus ténues de la loi de la valeur pour répondre en profondeur et immédiatement aux besoins humains. C'est pour défendre en permanence cette orientation que les fractions révolutionnaires doivent poursuivre et intensifier leur travail de direction politique ainsi que de critique de tout fléchissement et retour en arrière, même conjoncturel. Toutes ces leçons sont, en fait, directement déduites négativement de la victoire de la contre-révolution stalinienne et de la compréhension théorique et pratique de la profondeur de son action contre-révolutionnaire.

La croyance en un « État ouvrier » (et sa défense inconditionnelle et incontestable) ont ainsi constitué une des bases objectives à l'idée contre-révolutionnaire du « socialisme en un seul pays ». C'est ce mensonge plus que « déconcertant » (Ciliga) qui pèse et continue de peser comme l'une des falsifications les plus terribles et sinistres de la théorie communiste. Il n'y a ni chez Marx, ni chez Engels aucune théorisation ou même évocation, de la possible existence d'un « État ouvrier ou prolétarien ». Pour eux, la société communiste, même en transition, n'a nullement besoin d'un État -sinon d'un semi-État chargé de « l'administration des choses »- avant sa suppression définitive par **extinction**.

«Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et oppositions de classes et également l'État en tant qu'État (...) L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint.» F. Engels, Anti-Dühring, p. 316-317, Éditions sociales, 1977.

C'est particulièrement à Lénine que l'on doit la théorisation, plus qu'équivoque, d'un « Etat ouvrier et paysan », bien qu'il souligne clairement au préalable que : « *La classe ouvrière doit briser, démolir la « machine de l'Etat toute prête » et ne pas se borner à en prendre possession.* » V. Lénine, L'État et la révolution, Œuvres, t.25, p.439, Éditions du Progrès, 1972. Cette notion d' « État ouvrier et paysan », outre qu'elle essaye de définir une nouvelle « nature de classe » pour l'État transitoire, se base sur une « alliance interclassiste » entre la classe ouvrière et celle paysanne, dans le contexte d'un développement inégal et partiel du MPC, propre à la Russie du début du vingtième siècle.

Cette représentation antinomique va surtout servir à couvrir des mesures purement capitalistes sous un vocable « socialiste », introduisant ainsi une confusion programmatique mortelle entre la société bourgeoise et la perspective communiste. Le communisme ne peut en effet se fonder que sur la négation/disparition totale de la valeur, du travail, de l'argent, des prix, des frontières, de la patrie, de la famille...

« La période de transition devra donc se caractériser, avant tout, par une consommation en rupture avec le prix de la force de travail. La loi de la valeur doit être brisée pour ne laisser que la valeur d'usage, mesurable, non en prix, non en argent, mais en besoins concrets, gamme illimitée. » G. Munis, Parti- Etat, Stalinisme révolution, p.23, Spartacus, Paris, 1975.

Les confusions entre les mesures révolutionnaires et celles de la continuité capitaliste, sous prétexte d'inachèvement des réformes bourgeoises, vont permettre en conséquence de justifier l'adoption, surtout pour les pays « arriérés », de mesures « doubles » à la fois prolétariennes mais surtout bourgeoises et démocratiques dans la mesure où le programme de la bourgeoisie n'aurait pas été entièrement accompli. L'inachèvement de la révolution bourgeoise est un invariant et une constante dans l'histoire puisqu'elle prétend réaliser la liberté, l'égalité et la fraternité grâce au développement de l'exploitation, des inégalités et de la dissension. Jamais donc le programme de la bourgeoisie, en contradiction insurmontable avec ses idéaux proclamés, ne pourra être totalement accompli. Seule la société communiste a le projet et la possibilité matérielle de dépasser ces contradictions et de s'unifier en une réelle communauté humaine mondiale.

Il est aisément vérifiable que les conceptualisations concernant la nécessité d'un « État ouvrier » sont le pur produit de la contre-révolution, essentiellement dans ses formes stalinienne et trotskiste. Chez ces derniers, la terminologie d'« État ouvrier » est souvent pondérée par les qualificatifs de « déformé » ou « dégénéré », pour qualifier la dégénérescence bureaucratique de l'État « soviétique » russe et utilisée comme synonyme de « démocratie populaire », autre formulation embrouillée pour désigner les configurations du capitalisme mûr⁶ prétendument « socialistes », mais en plus bureaucratiques et étatiques. La formule : « Dictature du prolétariat pour l'abolition du travail salarié » prend, là aussi, tout son sens distinctif et éclairant.

Le dépérissement de l'État par extension et extinction

La problématique centrale sera donc le processus de transformation révolutionnaire en profondeur permettant l'extinction et la dissolution des fonctions et structures étatiques. Plus ces fonctions de répression et de reproduction seront assumées et agies collectivement par la classe ouvrière dans ses différentes formes d'organisation, plus leur existence en tant que structures étatiques séparées perdront de leur nécessité et disparaîtront progressivement. Les différentes fonctions d'État chargées de gérer l'économie (production et distribution), l'armée, la justice, l'éducation, ... dépériront graduellement au rythme de la transformation de la société transitoire en communauté unifiée. Mais, comme l'indique avec beaucoup de clairvoyance « Octobre », l'organe mensuel du Bureau international des Fractions de la Gauche communiste publié en 1938/39, il s'agit de rester vigilant face aux dangers d'une possible reconstitution de l'État bourgeois, même sous des formes imprévues et « nouvelles » :

*« La socialisation des moyens de production (accomplissement de la tâche économique et juridique du prolétariat) acquiert sa valeur dans le domaine politique, non dans le sens qu'elle légitimera la nature prolétarienne de la gestion de l'État, mais dans le sens, bien plus limité, qu'elle signifie la destruction de l'appareil de domination de la bourgeoisie. C'est ici que gît la notion centrale de la doctrine de l'État, la socialisation pouvant représenter la **négation** de la classe bourgeoise mais ne suffisant pas*

⁶ Sur cette question nous renvoyons le lecteur à notre texte : « État et capital : un rapport consubstantiel » dans notre revue Matériaux Critiques N°2, ainsi que sur notre site web : https://materiauxcritiques.wixsite.com/mon_site/textes

à **affirmer** la classe prolétarienne. Au surplus, c'est uniquement dans le domaine politique que nous pouvons trouver les éléments qui nous permettront d'éviter que la négation de la classe bourgeoise, réalisée au travers de la socialisation, ne se transforme en une affirmation nouvelle du capitalisme se reconstituant, sans que sa restauration se manifeste nécessairement au travers de la reconstruction de la société sur le principe de la propriété privée des moyens de production. » La dictature du prolétariat et la question de la violence⁷, Octobre n°5, Août 1939.

La renaissance de rapports sociaux bourgeois en sein de la dictature transitoire restera le danger principal de cette période, bien plus pernicieux que l'attaque frontale de la contre-révolution ouvertement déclarée. Lors d'une réunion à Forlì, la gauche communiste d'Italie avait déjà relevé que le capitalisme, dans son développement ascendant, avait réalisé la plupart des mesures recommandées par Marx et Engels dans le « Manifeste du Parti Communiste ». Ce texte anticipateur de 1952, « Le programme révolutionnaire immédiat », proposait, une série ajustée, et toujours indicative, de mesures à prendre pour impulser la transition « dans les pays de l'Occident capitaliste ».

« La liste de ces revendications est la suivante :

- a) « Désinvestissement des capitaux », c'est-à-dire forte réduction de la partie du produit formée de biens instrumentaux et non pas de biens de consommation.
- b) « Élévation des coûts de production » pour pouvoir, tant que subsisteront salaire, marché et monnaie, donner des payes plus élevées pour un temps de travail moindre.
- c) « Réduction draconienne de la journée de travail », au moins à la moitié de sa durée actuelle, grâce à l'absorption des chômeurs et de la population aujourd'hui occupée à des activités antisociales.
- d) Après réduction du volume de la production par un plan de « sous-production » qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires, « contrôle autoritaire de la consommation » en combattant la vogue publicitaire des biens inutiles, voluptueux et nuisibles, et en abolissant de force les activités servant à propager une psychologie réactionnaire.
- e) Rapide « abolition des limites de l'entreprise » avec transfert autoritaire non pas du personnel, mais des moyens de travail en vue du nouveau plan de consommation.
- f) « Rapide abolition des assurances » de type mercantile pour les remplacer par l'alimentation sociale des non-travailleurs jusqu'à un minimum initial.
- g) « Arrêt de la construction » d'habitations et de lieux de travail à la périphérie des grandes villes et même des petites, comme mesure d'acheminement vers une répartition uniforme de la population sur tout le territoire. Réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile.
- h) « Lutte ouverte contre la spécialisation professionnelle » et la division sociale du travail par l'abolition des carrières et des titres.
- i) Plus près du domaine politique, évidentes mesures immédiates pour soumettre à l'État communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion et d'information, ainsi que tout le réseau des spectacles et des divertissements. »⁸

Outre leur caractère pédagogique, prospectif et discutable, de telles mesures indiquent la perspective révolutionnaire, nécessairement rapide, à prendre en opposition au développement

⁷Sur le site web : <https://archivesautonomies.org/spip.php?article3380>

⁸« La réunion de Forlì qui se tenait au moment de la séparation d'avec le courant « Daméniste », fait partie de cette série de réunions qui entendaient réagir contre l'activisme qui fait fi de la théorie, en jetant les bases du travail patient de restauration théorique et programmatique du marxisme complètement défiguré par la contre-révolution, restauration indispensable pour dissiper la confusion régnante jusque parmi les rares militants révolutionnaires et reconstituer le noyau du futur parti de classe. Il ne s'agissait pas de s'enfermer dans une tour d'ivoire, de verser dans l'académisme ou de refuser l'intervention pratique dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, selon les accusations lancées alors contre notre courant; il s'agissait de comprendre la nécessité de consacrer le maximum d'énergies à l'œuvre de restauration intégrale de la théorie et de fonder solidement sur celle-ci l'activité, en dehors de toute oscillation et de toute déviation suggérées par la recherche d'un succès rapide » : Sur le site web : <https://www.sinistra.net/lib/upt/prolac/muue/muueapebuf.html>

capitaliste. Elles soulignent la possibilité concrète d'une pratique révolutionnaire agile à concevoir concomitamment à la prise du pouvoir politique pour installer la dynamique transitoire et transformer directement la vie des prolétaires. Dans cette même perspective, elles devraient, aujourd'hui aussi, être réactualisées et adaptées en fonction de l'aggravation catastrophique du développement capitaliste et des nombreuses nouvelles problématiques que celui-ci engendre : pollutions complexes, foyers de guerres, destruction de plus en plus irrémédiable de la planète,...

De toute manière, l'étendue des tâches à accomplir dépendra de l'ampleur des destructions produites par la guerre civile mondiale et auxquelles il faudra prioritairement faire face - question de vie ou de mort- même avec les restes de l'appareil productif capitaliste, et sans pouvoir abolir aussitôt le travail d'un simple décret. Il sera presque inéluctable de devoir poursuivre le développement des forces productives sociales ; or celles-ci ne sont pas neutres et, même en transformation, elles porteront encore les empreintes du MPC. C'est pourquoi, tant qu'existeront des rapports sociaux soumis au capital, les forces productives resteront celles du capital et devront être soit détruites, soit radicalement transformées.

« Dans le système actuel, si un dos rond, une luxation des os, un développement et un renforcement exclusifs de certains muscles, etc., te rendent plus productif (plus apte au travail), ton dos rond, ta luxation des membres, ton mouvement musculaire uniforme sont une force productive. Quand ton inintelligence est plus productive que ta féconde activité intellectuelle, ton inintelligence est une force productive, etc. Quand la monotonie d'une occupation te rend plus apte à cette même occupation, la monotonie est une force productive. » K. Marx, Manuscrit de 1845 à propos de l'ouvrage de Fr. List : Le système national de l'Economie politique, in Critiques de l'Economie politique, Textes inédits de 1845, EDI, Paris, 1975.

Le développement des forces productives actuelles ne sert pas l'abondance pour la satisfaction des besoins humains, mais organise la production (surabondance cyclique et pénurie relative) dans le but unique de la production de profit et donc de l'accumulation capitaliste.⁹ La société communiste se caractérisera par un solutionnement fondamentalement différent de ces problématiques car basé sur une prospérité généralisée et planifiée, condition de la satisfaction de tous les besoins réellement humains et permettant l'abolition du travail.

Comme le notait déjà Marx : *« Le comble du malheur, c'est lorsque des révolutionnaires doivent se soucier du pain des gens. »* Marx à Engels, le 19 août 1852.

La gauche communiste « germano-hollandaise » avait, elle aussi, contribué à la réflexion sur cette importante question :

« Au début de la période de transition, alors qu'il faut relever une économie ruinée, le problème essentiel consiste à mettre en place l'appareil de production et assurer l'existence immédiate de la population. Il est très possible que, dans ces conditions, on continue à répartir uniformément les denrées alimentaires, comme on le fait toujours en temps de guerre ou de famine. Mais il est plus probable qu'en cette phase de reconstruction, où toutes les forces disponibles doivent s'employer à fond et où, qui plus est, les nouveaux principes moraux du travail commun ne prennent forme que

⁹C'est pourquoi, il serait peut-être bon de changer, pour décrire la société communiste, l'expression de la nécessité du développement de forces productives différentes et ce d'une autre manière, par une formulation indiquant la spécificité communiste de ces « nouvelles forces productives » de l'humanité réconciliée.

d'une manière graduelle, le droit à la consommation soit lié à l'accomplissement d'un travail quelconque. Le vieux dicton populaire « qui ne travaille pas, ne mange pas », exprime un sentiment instinctif de la justice. Ceci revient sans doute à voir dans le travail ce qu'il est en réalité : le fondement de l'existence humaine. Mais ceci veut dire aussi que, dorénavant, l'exploitation capitaliste a vécu, que c'en est fini de l'appropriation des fruits du travail d'autrui par une classe oisive, en vertu de ses titres de propriété. » Anton Pannekoek, Les conseils ouvriers, p. 71, Spartacus, Paris, 1982.

Ce qui distingue essentiellement le marxisme vivant de tous les utopismes, c'est qu'il affirme, sans aucune atténuation ni dissimulation, la nécessité historique de la dictature du prolétariat.

« Le marxisme remet sur ses pieds la position des utopistes, pour lesquels la description de la société communiste est essentielle, notamment pour ce qui touche les détails de sa structure d'une ampleur et d'une fécondité infinies. Ce qui passe pour lui au premier plan, c'est la description de la société passée et présente, ainsi que la déduction des processus de la révolution qui en découlent, la détermination précise de ses caractéristiques, les rapports et structures que la force révolutionnaire devra briser. Il ne s'agit plus de démontrer, comme l'ont fait les utopistes, que le communisme est possible, et supérieur au système capitaliste, mais de prouver- aux travailleurs avec leur théorie de classe, et aux capitalistes avec la force des armes- qu'il est sûr, nécessaire, inévitable. » R. Dangeville, Introduction à F. Engels, K. Marx, Utopisme & communauté de l'avenir, p. 20-21, Maspero, Paris, 1976.

De plus, cette dictature pour l'abolition du travail salarié ne constitue elle-même que la transition indispensable à l'abolition de toutes les classes et à la constitution d'une société sans classes, sans argent et sans frontières. La négation du caractère indispensable de cette période de transition, outre qu'elle rabaisse le processus révolutionnaire à un coup d'État éphémère et local, réduit le marxisme révolutionnaire à un spontanéisme n'ayant aucune compréhension de son passé et reproduisant, à chaque fois, ses faiblesses et erreurs sans rien en apprendre comme leçons politiques pour l'avenir.

Le renforcement de l'État transitoire, ou plutôt du semi-État de transition, dans ses fonctions répressives sera très probablement nécessaire dans le bouleversement chaotique de cette période, mais devra être strictement contrôlé par les organismes prolétariens, en premier lieu desquels figure le Parti, afin d'empêcher toute autonomisation et reconstitution bureaucratique d'un État.

Comme l'affirme *Pour un second manifeste communiste* du FOR : « Seule la disparition de la loi mercantile de la valeur, basée toute entière sur le travail salarié, amènera l'extinction de l'État. Faute de s'orienter vers cette disparition **dès les premiers jours de la révolution**, l'État se transforme rapidement en organisateur de la contre-révolution ».

Le processus de dépérissement de l'État par extension/extinction est la clé de la période de transition vers la société sans classes ainsi que le meilleur moyen pour mesurer l'avancée (ou la régression) de la marche de la révolution mondiale. Il est fondamental pour nous de réfléchir à l'ensemble complexe de ces questions afin d'indiquer des jalons dans la réalisation concrète du communisme intégral.

Octobre 2025 : Fj, Eu, Ms & Mm.

Bibliographie

Ouvrages :

- N. Boukharine, Economique de la période de transition, EDI, Paris, 1976.
- F. Engels, Anti-Dühring, p. 316-317, Éditions sociales, 1977.
- F. Engels, K. Marx, Utopisme & communauté de l'avenir, Maspero, Paris, 1976.
- Fomento Obrero Revolucionario, Pour un second Manifeste Communiste, Eric Losfeld, Paris, 1965.
- P. Lanneret, « Les internationalistes du « troisième camp » en France pendant la seconde guerre mondiale, Acratie, La Bussière, 1995.
- V. Lénine, L'État et la révolution, Œuvres, t.25, Éditions du Progrès, 1972.
- K. Marx, Gloses critiques marginales à l'article : « Le Roi de Prusse et la réforme sociale », 1844, in Karl Marx, Textes (1842-1847), Spartacus, 1970.
- K. Marx, Critiques de l'Economie politique, Textes inédits de 1845, EDI, Paris, 1975.
- G. Munis, Parti- Etat, Stalinisme révolution, Spartacus, Paris, 1975.
- A. Pannekoek, Les conseils ouvriers, Spartacus, Paris, 1982.

Sites web :

- Bibliothèque internationale de la gauche communiste : Le programme révolutionnaire immédiat, sur <https://archivesautonomies.org/spip.php?article3380>
- Matériaux Critiques, sur <https://materiauxcritiques.wixsite.com/monsite/textes>

Fragments d'histoire de la gauche radicale (archivesautonomies.org) :

- Bilan (1933-1938) sur <http://archivesautonomies.org/spip.php?article29>
- Octobre, organe mensuel du bureau international des fractions de la gauche communiste sur : <https://archivesautonomies.org/spip.php?article3380>